

Recherches sociographiques



Paul BEAULIEU et Denis BERTRAND (dirs), *L'État québécois et les universités. Acteurs et enjeux*

Serge Genest

Volume 42, numéro 3, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057482ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057482ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Genest, S. (2001). Compte rendu de [Paul BEAULIEU et Denis BERTRAND (dirs), *L'État québécois et les universités. Acteurs et enjeux*]. *Recherches sociographiques*, 42(3), 603–605. <https://doi.org/10.7202/057482ar>

une illusion. Et pourtant c'est cette illusion que le gouvernement de Québec a imposée à la population, n'ayant pas le courage politique de regrouper dans une municipalité d'agglomération, sous une structure régionale et un pacte fiscal souples, les quelque cent municipalités, réparties tant sur l'île, les rives et couronnes Sud et Nord, lesquelles constituent collectivement aujourd'hui l'essence même de la réalité socioéconomique de Montréal. « Peut-être faut-il y voir l'expression d'une peur viscérale de voir émerger dans le grand Montréal un réel pouvoir politique métropolitain » de conclure l'auteur avec perspicacité. Voilà la source de plusieurs problèmes vécus par les Montréalais : il y a en réalité deux Québec, et la capitale se trouve dans l'autre Québec, celui dont la vision de l'avenir est voilée par la nostalgie d'un monde d'un autre âge.

L'ouvrage de Beudet s'adresse avant tout au grand public, et il n'apprendra pas grand-chose aux professionnels de l'urbanisme, dont plusieurs vivent au quotidien le mépris porté à leur profession. Mais il renferme néanmoins un message important pour ces derniers : c'est qu'ils ont tout à perdre de continuer à se taire, comme ils en ont pris malheureusement l'habitude. Ce que ça prend au Québec, ce sont des dizaines et des dizaines de Gérard Beudet, Paul Lewis, Jean Décarie et Daniel Gill pour dynamiser la société civile, pour affirmer bien fort et bien haut que le Québec n'est pas sorti avec la Révolution tranquille de la grande noirceur pour y retourner, un demi-siècle après, à l'instigation même de ses dirigeants.

Jean-Claude MARSAN

*École d'architecture,
Université de Montréal.*

Paul BEAULIEU et Denis BERTRAND (dirs), *L'État québécois et les universités. Acteurs et enjeux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, 270 p.

Les débats qui ont eu cours durant l'année 2000 entre le ministère de l'Éducation et les directions des universités au Québec à propos des « contrats de performance », constituent le plus récent épisode des tensions qui existent depuis des décennies entre eux. En fait, les premiers jalons des négociations actuelles remontent à 1998, alors que le ministère entamait une procédure de consultation sur un énoncé de politique concernant l'enseignement universitaire.

C'est dans la foulée de cette « initiative » que Beaulieu et Bertrand ont conçu un ouvrage visant à susciter « un débat sur la pertinence et sur la nature d'une politique gouvernementale en matière d'affaires universitaires » (p. 2). Il y avait dans cette démarche le défi d'analyser des aspects fondamentaux et pertinents des enjeux du rapport État-universités en évitant de s'enfermer dans un langage technique uniquement accessible aux initiés. Il fallait aussi fournir des éléments d'information et de réflexion qui ne constituent pas que des redites d'arguments

déjà connus. Dans l'ensemble, les personnes qui ont collaboré à la rédaction des chapitres de ce livre ont su éviter ces écueils.

L'ouvrage comporte dix chapitres. Un premier tour d'horizon général permet de fixer les objectifs, les enjeux et les diverses dimensions que devrait couvrir une politique générale de l'État québécois en matière d'enseignement universitaire (BERTRAND et RHÉAUME). On relève ensuite les principaux repères historiques depuis les années 1960 concernant les politiques publiques visant les universités (DORAY et PELLETIER). Cette analyse historique se poursuit au chapitre suivant à propos de la place des universités dans les politiques scientifiques et techniques mises de l'avant au Québec et au Canada, depuis l'après-guerre (GINGRAS, GODIN et TRÉPANIÉRIER).

Ce premier tour d'horizon est ensuite complété par l'analyse comparative des politiques publiques visant l'enseignement supérieur, telles que développées au Canada et aux États-Unis (CRESPO) et en Europe (GONZALEZ HERNANDEZ et AYALA DE LA PENA).

Les sections qui suivent portent sur des thèmes plus spécifiques : l'accessibilité aux études supérieures (CHENARD et PAGEAU), la politique de financement des universités (LEMELIN), le profil des directions universitaires (UMBRIACO, GOSSELIN et BÉLANGER). Les deux derniers textes offrent une vision plus prospective des transformations qui attendent l'enseignement supérieur dans la foulée d'un nouveau partenariat avec l'État (MASSICOTTE) et à l'ère de l'économie du savoir (BEAULIEU).

Difficile de rendre justice à une série de textes couvrant une matière vaste et multiforme. Mais quelques énoncés peuvent quand même servir à situer les préoccupations fondamentales qui animent les auteurs de ces analyses. Premièrement : ce n'est pas d'aujourd'hui que date la volonté des États de baliser l'enseignement universitaire. Toutefois, quelques textes insistent sur ce que les politiques de l'État québécois manquent de consistance, si ce n'est d'une vision précise sur les objectifs à atteindre (entre autres, BERTRAND et RHÉAUME ; DORAY et PELLETIER). Ce qui n'empêche pas pour autant de s'inquiéter des interventions constantes de l'État dans le domaine des politiques scientifiques et techniques depuis les années 1970. Et GINGRAS, GODIN et TRÉPANIÉRIER d'insister sur le fait que « toutes les interventions des dernières années vont dans la même direction et manifestent *de facto* une priorité absolue : l'innovation et le développement technologique des entreprises » (p. 90).

Cette recherche de l'État à développer des liens entre l'université et les entreprises plonge ses racines dans la volonté explicite depuis plusieurs décennies que les universités ajustent leurs programmes au marché du travail, comme le soulignent DORAY et PELLETIER. Il faut toutefois noter l'insistance que met l'État, autant au Canada et aux États-Unis (CRESPO) que dans la communauté européenne (GONZALEZ HERNANDEZ et AYALA DE LA PENA), surtout depuis le début des années 1990, pour que les établissements universitaires rendent des comptes sur le financement reçu. Cette position traduit un changement de perspective majeur et à laquelle Crespo semble cependant se rallier, qui considère que l'État « a la responsabilité politique et sociale d'orienter le développement de l'enseignement supérieur » (p. 135), alors que, de son côté, Massicotte affirme que « l'État dispose

de peu de moyens [financiers] pour influencer les universités » (p. 236). En fait, les analyses oscillent souvent entre ces deux visions : l'absence de politique claire de l'État d'un côté et ses interventions soutenues et orientées de l'autre ; entre l'obligation de l'État de demander des comptes et le refus des universités et des universitaires de se plier à ces demandes.

Pourtant, le changement qualitatif que note Beaulieu est déterminant. En se plaçant dans la perspective de l'économie de la connaissance, il rappelle que l'université est maintenant devenue « relativement comparable à une entreprise finalisée selon une logique de marché » (p. 261) ; d'ailleurs, elle « ne représente plus qu'une partie du système de production des connaissances » (p. 263).

Ainsi, alors que dans les années 1960, l'université était conviée à construire des ponts avec le marché de l'emploi, l'État a, par la suite, fait en sorte que la production des connaissances universitaires soit mise au service des entreprises. Nous en sommes maintenant au point où les établissements universitaires apparaissent comme l'un des éléments du système économique que gère l'État, québécois ou autre, et qui les rend identiques à toute autre unité de production de ce système.

Par les diverses facettes qu'il aborde, les ambiguïtés qu'il met en lumière autant dans les relations entre l'État et les universités que dans la façon dont les auteurs en traitent, cet ouvrage constitue une très bonne introduction aux transformations en profondeur que subit actuellement l'enseignement universitaire au Québec.

Serge GENEST

*Département d'anthropologie,
Université Laval.*

Jacques HENRIPIN, *Les enfants, la pauvreté et la richesse au Canada*, Montréal, Éditions Varia, 2000, 190 p.

Comme l'auteur l'écrit en conclusion, « dans ce petit livre, qui est un cri d'alarme au profit de ceux qui élèvent les enfants canadiens, mon principal souci est le bonheur des enfants. Surtout de ceux qui souffrent de la pauvreté de leurs parents [...] et de la mesquinerie de la société canadienne » (p. 159). Le choix du Canada entier tient à ce que beaucoup de données ne sont pas disponibles par province. Henripin fait cependant une place de choix au Québec dans une perspective comparative et lui consacre un appendice d'une douzaine de pages.

Dans huit chapitres d'une écriture fluide et très accessible aux non-spécialistes, souvent teintée d'humour et parfois d'indignation mal contenue mais justifiée, l'auteur pose le problème de ce bien « rare » que sont devenus les enfants dans une société canadienne en vieillissement rapide et inéluctable. Il rappelle à quoi servent les enfants dans une telle société (chapitre 1) et brosse un tableau peu réjouissant de